

*Accord de libre-échange Canada—États-Unis*

C'est une très belle région qui a du potentiel dans le secteur des ressources naturelles, du tourisme et des industries de services. L'agriculture joue aussi un rôle très important dans la partie sud de la circonscription.

Cet énorme potentiel n'a pas encore été exploité et sera gravement menacé si l'Accord de libre-échange est adopté.

Il est essentiel que le gouvernement joue un rôle actif pour assurer la croissance et la prospérité d'une région comme le nord-ouest de l'Ontario. Entre le milieu des années 1930 et les élections de 1984, l'objectif stratégique possession par les gouvernements canadiens dans les négociations commerciales a été d'élever le niveau de vie des Canadiens en obtenant un accès amélioré et plus sûr aux marchés étrangers à un coût raisonnable et sans compromettre notre indépendance, tout en continuant à protéger les quelques industries qui ont de la difficulté à soutenir la concurrence des importations.

Pourquoi le gouvernement actuel n'a-t-il pas tenu compte de ces objectifs? Dieu seul le sait ainsi que les amis que le gouvernement compte au sein des grandes sociétés.

Parce que le gouvernement tient à poursuivre ses objectifs politiques, ma circonscription risque de perdre beaucoup à cause de cet accord de même que tout le nord de l'Ontario. Les conservateurs le savent sans doute déjà parce qu'il leur suffit de regarder autour et en face d'eux pour constater qu'il ne leur reste qu'un seul de leurs douzes députés de cette région. Le député de Timiskaming doit se sentir très seul.

● (2340)

**M. MacDougall:** Non, je me sens très bien.

**M. Nault:** De par le protocole de 1987 sur le bois d'oeuvre et l'inclusion dans l'accord de l'article 1910, clause des droits antérieurs destinée à maintenir ce protocole, le gouvernement a en fait signé l'arrêt de mort du secteur du bois d'oeuvre dans le nord de l'Ontario. Adam Zimmerman, premier dirigeant de Noranda Forests Incorporated, a récemment indiqué que l'entente sur le bois avait coûté au secteur des produits forestiers du Canada plus de un milliard de dollars en 1987. N'est-ce pas là une drôle de façon de réduire les coûts, d'augmenter le revenu réel et de créer de nouveaux emplois?

Au nom de ces hommes et de ces femmes qui ont perdu leur emploi à cause de son manque de courage je tiens à dire au gouvernement: Merci pour ces mesures dont nous nous serions bien passés.

Je ne ferai pas d'excuses pour les gens de Kenora—Rainy River qui ont voté contre l'Accord de libre-

échange. Comme le Parti libéral n'a pas cessé de le répéter, nous sommes pour le commerce. Nous sommes pour la libre entreprise, mais nous croyons que notre pays a été trahi par le gouvernement.

Pourquoi nous, en tant que libéraux, sommes-nous opposés à cet Accord de libre-échange en particulier? Est-ce, comme les conservateurs voudraient le faire croire, pour des raisons politiques, ou est-ce parce qu'il s'agit vraiment du pire accord jamais négocié dans toute notre histoire?

Nous avons cédé notre secteur forestier et notre secteur agricole. Nous avons cédé nos ressources énergétiques et, plus précisément, le contrôle de ces ressources, à tel point que notre politique énergétique sera dorénavant décidée à Washington, et non pas dans les assemblées législatives de notre beau et grand pays.

Parce qu'il nourrit secrètement le projet de lier les mains des gouvernements futurs et de limiter le rôle du gouvernement du Canada, le gouvernement actuel a accepté d'harmoniser sa politique économique avec celle des États-Unis. Que signifiera cette harmonisation? Selon moi, elle entraînera le nivellement des salaires des travailleurs canadiens et américains. Elle supposera une diminution de la contribution patronale au financement des avantages sociaux dont bénéficient les travailleurs. Elle aura pour effet de réduire à long terme les prestations d'assurance-chômage. Elle provoquera l'érosion des régimes de retraite accordés par les entreprises, qui voudront concurrencer les entreprises américaines comparables et niveler les règles du jeu.

J'ai vraiment honte de voir le gouvernement permettre ainsi que s'élargisse encore davantage le fossé entre les riches et les pauvres.

Le gouvernement conservateur est en train de créer chez nous une société fragmentée, une société qui ne prêtera plus la main aux régions qui sont vulnérables aux fluctuations économiques, comme le nord de l'Ontario, dont l'économie est si tributaire du développement des richesses naturelles et des industries connexes.

Aux termes de l'Accord de libre-échange, il ne sera plus possible de subventionner les industries qui connaîtront des moments difficiles. Tant pis pour le développement des régions comme Kenora—Rainy River. Je dis aux représentants du parti au pouvoir que s'ils veulent vraiment soutenir les régions qui ont besoin de l'aide gouvernementale, qu'ils recommandent avec moi l'adoption d'un amendement à l'ALÉ qui maintiendra nos programmes de développement régional.